

On n'y trouve pas un mot de la visite de l'empereur d'Allemagne. Cette discrétion est un peu suspecte surtout si l'on songe à toute la signification donnée, dans le monde politique, à l'entrevue d'Osborne. Lord Salisbury et M. Fergusson ont eu autant de réticences dans les dernières séances du Parlement. L'Angleterre sera-t-elle entraînée par l'Allemagne à la remorque de la triple alliance, se contentera-t-elle de laisser la France se tirer d'affaire dans une nouvelle guerre continentale, ou se joindra-t-elle à l'Allemagne dans le cas où la Russie se mettrait du côté de la France ? C'est encore le secret de l'avenir et rien de ce qui a été dit à Londres ne nous permet de soulever le coin du voile qui le recouvre.

Mais il y a un sujet sur lequel le gouvernement a rompu son quasi-mutisme de manière à causer à tous les partis une grande surprise. M. Balfour, le plus impopulaire de tous ses membres en ce qui touche à la question irlandaise, est venu subitement annoncer que l'on se proposait de favoriser l'établissement d'une université catholique à Dublin. Les termes sont un peu vagues, mais la déclaration, si on la prend au sérieux, ne manque pas d'habileté ; si au contraire c'est pure affaire de tactique, si c'est une rouerie ministérielle, elle aura eu le tort de donner des espérances qui seront suivies d'un grand désappointement.

Pacifier l'Irlande n'est pas chose facile : les deux partis politiques s'épuisent à la tâche ; tantôt la conciliation, tantôt la répression font leur œuvre ; tories, whigs et libéraux rivalisent d'efforts pour trouver la solution, pour arracher au sphynx de la question irlandaise le mot de son énigme.

Cette question renferme trois éléments : l'élément religieux, l'élément national et l'élément social ; de fait ce sont trois questions dans une. C'est du côté de la question religieuse que le ministère semble vouloir opérer une diversion aux deux autres. Nous suivrons, nous canadiens, avec le plus grand intérêt les péripéties d'une agitation qui semble vouloir s'éterniser ; nous les suivrons d'autant plus volontiers que l'élément irlandais entre pour beaucoup dans le cadre de la population de la Confédération, et que d'un autre côté la principale question, celle que j'appelle la question sociale, a trouvé dans notre pays une heureuse solution. Je veux parler de l'abolition de la tenure féodale : les mesures législatives et administratives qui, après d'assez longs débats, ont conduit chez nous à ce dénouement, ont été citées dernièrement comme modèles aux hommes politiques de l'Angleterre et de l'Irlande par un de nos anciens gouverneurs-généraux.